

Après la crise, les crises : merci, mais non merci M. Bush

Face à la tempête économique, le gouvernement américain a cédé à la solution de facilité en injectant 700 milliards de dollars dans le système financier en crise. Cette solution a rassuré les bourses. Elle a calmé les tensions immédiates et plutôt satisfait l'opinion publique mondiale, dont celle des Américains en pleine campagne électorale. C'est pourtant une mauvaise solution qui ne règle rien à la crise actuelle : bien au contraire, elle l'étend, tout en préparant déjà la suivante.

La crise financière a pour origine un comportement irresponsable des organismes de crédit qui n'ont pas su maîtriser le risque des emprunts accordés aux ménages américains. A l'origine de ce comportement, de cet aveuglement feint et concerté, on trouve l'appât du gain et un défaut de contrôle par les marchés.

La pire des solutions, quand on doit régler une crise, est de faire payer l'addition par ceux qui ne sont, ni de près, ni de loin, responsables de la situation. La bonne réaction face à cet abandon généralisé du sens des responsabilités des agences de contrôle, des banques et autres organismes de crédit, n'était certainement pas cet immense passage d'éponge publique sur un bas de bilan plus que moribond. Elle était de laisser face à leurs responsabilités des dirigeants et actionnaires des établissements financiers qui auraient ainsi payé de leur emploi et de leur capital investi leurs égarements. C'était d'ailleurs le premier mouvement, courageux, de l'administration Bush, avant son étonnant revirement. Certes, les coûts immédiats d'une non-intervention de l'Etat auraient été gravissimes pour l'économie américaine et l'économie mondiale. C'est ce que l'on voit. Ce que l'on ne voit pas, c'est que l'argent qui sera utilisé pour éponger ce drame ne tombe pas du ciel : il sera financé par toute l'économie mondiale, via des emprunts du Trésor Américain, déjà largement surendetté. Rien ne se perd, rien ne se gagne : il n'y a pas de « magie » à l'œuvre dans cette vieille stratégie de l'Etat qui consiste à jeter de l'argent sur les incendies pour les éteindre. Le coût économique de la crise se déplace maintenant sur le moyen et le long terme, sur toute la planète, dont les Etats-Unis. La paix sociale est payée au prix fort : c'est la croissance mondiale qui est désormais sur la sellette.

La crise financière va donc céder la place à une triple crise : une crise économique, qui se propagera partout par raréfaction des liquidités ; une crise morale : les responsables n'ont pas payé l'addition et pourront donc recommencer ; une crise politique enfin : l'interventionnisme du gouvernement américain est probablement le plus cher financement électoral jamais accordé à un candidat républicain en campagne.